



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

## **Procès-verbal**

de l'Assemblée

**Le mercredi 17 juin 1998 — N° 196**

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Jean-Pierre Charbonneau**

---

**QUÉBEC**

**17 juin 1998**

---

**17 juin 1998**

---

**Le mercredi 17 juin 1998**

**N° 196**

La séance est ouverte à 10 h 02.

\_\_\_\_\_

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Présentation de projets de loi**

M. Baril (Berthier) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 396 Loi concernant la Société de développement du cheval au Québec.

La motion est adoptée.

#### **Dépôts de documents**

M. Bertrand, ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, dépose :

Le rapport annuel du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1998.

(Dépôt n° 1757-980617)

\_\_\_\_\_

Mme Harel, ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité, dépose :

Le rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars

**17 juin 1998**

---

1998.

(Dépôt n° 1758-980617)

Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications, dépose :

Le rapport annuel du ministère de la Culture et des Communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1998.

(Dépôt n° 1759-980617)

\_\_\_\_\_

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance maladie du Québec et du Fonds de l'assurance médicaments, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1998.

(Dépôt n° 1760-980617)

\_\_\_\_\_

M. Ménard, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport annuel du ministère de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1998.

(Dépôt n° 1761-980617)

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et de la *Loi visant à favoriser le civisme*, pour l'année 1997.

(Dépôt n° 1762-980617)

\_\_\_\_\_

M. Julien, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose :

Le rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1998.

(Dépôt n° 1763-980617)

\_\_\_\_\_

**17 juin 1998**

---

M. Rioux, ministre du Travail, dépose :

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1997.

(Dépôt n° 1764-980617)

---

M. Chevette, ministre d'État des Ressources naturelles, dépose :

La liste des personnes qui ont voyagé sur les vols nolisés d'Avionair, pour l'annonce d'un projet à Churchill Falls, en mars 1998.

(Dépôt n° 1765-980617)

---

M. Landry, ministre d'État de l'Économie et des Finances, dépose :

Les rapports annuels, transmis par l'Inspecteur général des institutions financières pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1997, sur :

—les assurances;

(Dépôt n° 1766-980617)

—les caisses d'épargne et de crédit;

(Dépôt n° 1767-980617)

—les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

(Dépôt n° 1768-980617)

---

M. Bégin, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose :

L'avant-projet de loi intitulé « Loi sur la sécurité des barrages ».

(Dépôt n° 1769-980617)

**17 juin 1998**

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 188 du Règlement, M. Jolivet, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission des transports et de l'environnement procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi sur la sécurité des barrages», à compter du 22 septembre 1998;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions, au plus tard, le 11 septembre 1998;

QUE le ministre de l'Environnement et de la Faune soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

\_\_\_\_\_

M. le Président dépose :

Le rapport annuel de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1997.

(Dépôt n° 1770-980617)

Le rapport de mission, présenté par M. Raymond Brouillet, vice-président de l'Assemblée nationale du Québec, à la réunion de la Commission politique et de l'administration générale de l'AIPLF, tenue à Ouagadougou (Burkina Faso), les 16 et 17 avril 1998.

(Dépôt n° 1771-980617)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 11 juin 1998 :

—Décision 883 concernant le Règlement concernant la promotion d'adjoint au Secrétaire adjoint aux affaires administratives.

(Dépôt n° 1772-980617)

—Décision 884 concernant le Règlement concernant la promotion du directeur du Secrétariat des commissions.

(Dépôt n° 1773-980617)

—Décision 885 concernant le Règlement concernant la nomination du directeur de la recherche en procédure parlementaire.

**17 juin 1998**

---

(Dépôt n° 1774-980617)

—Décision 886 concernant le Règlement sur le versement à un député ou à un ancien député d'un montant payé à l'occasion d'une poursuite ou d'une citation à comparaître.

(Dépôt n° 1775-980617)

Puis il dépose :

Un document présentant les éléments d'une politique de relations parlementaires internationales de l'Assemblée nationale du Québec, intitulé «La Démocratie parlementaire à l'ère de la mondialisation».

(Dépôt n° 1776-980617)

#### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Baril (Arthabaska) dépose :

—du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 174 du Règlement, un rapport d'étape de la Commission des finances publiques relatif au mandat d'initiative sur l'examen de l'activité du lobbying au Québec.

(Dépôt n° 1777-980617)

—et le rapport de la Commission des finances publiques qui, les 3 et 4 septembre 1997, a procédé à l'exécution d'un mandat de surveillance d'organisme à l'égard de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Le rapport contient des recommandations.

(Dépôt n° 1778-980617)

---

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose les rapports de la Commission de l'aménagement du territoire :

—qui, le 12 juin 1998, a étudié en détail le projet de loi :

n° 440Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 1779-980617)

—et qui, le 16 juin 1998, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé :

## 17 juin 1998

---

n° 234Loi concernant la Ville de Granby – Rapporté avec des amendements.  
(Dépôt n° 1780-980617)  
Le rapport est adopté.

n° 272Loi concernant la Municipalité de Saint-Jean-des-Piles – Rapporté avec des amendements.  
(Dépôt n° 1781-980617)  
Le rapport est adopté.

n° 265Loi concernant la Ville de Laterrière – Rapporté sans amendement.  
(Dépôt n° 1782-980617)  
Le rapport est adopté.

n° 206Loi concernant la Municipalité de Chertsey et la Municipalité de Saint-Calixte – Rapporté avec  
des amendements.  
(Dépôt n° 1783-980617)  
Le rapport est adopté.

n° 267Loi concernant la Ville de Saint-Laurent – Rapporté sans amendement.  
(Dépôt n° 1784-980617)  
Le rapport est adopté.

n° 262Loi concernant la Ville de Montréal-Est – Rapporté sans amendement.  
(Dépôt n° 1785-980617)  
Le rapport est adopté.

n° 266Loi concernant la Ville de Verdun – Rapporté avec des amendements.  
(Dépôt n° 1786-980617)  
Le rapport est adopté.

---

M. Lachance (Bellechasse) dépose les rapports de la Commission des transports et de l'environnement qui :

–les 5 et 12 juin 1998, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur

## 17 juin 1998

---

le projet de loi n° 430, Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds.  
(Dépôt n° 1787-980617)

–le 16 juin 1998, a étudié en détail les projets de loi :

n° 430 Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds – Rapporté avec des amendements.  
(Dépôt n° 1788-980617)

n° 115 Loi modifiant la Loi sur la voirie et d'autres dispositions législatives – Rapporté avec des amendements.  
(Dépôt n° 1789-980617)

### Dépôt de pétitions

M. Bergman (D'Arcy-McGee) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 1 200 résidents de Côte-St-Luc, concernant l'extension du boulevard Cavendish dans la ville de Côte-St-Luc.  
(Dépôt n° 1790-980617)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 63 et 64 du Règlement, M. Benoit (Orford) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 10 267 citoyens et citoyennes utilisateurs de l'hôpital de Magog, concernant le maintien des activités de la chirurgie d'un jour au Centre hospitalier et d'hébergement Memphrémagog.  
(Dépôt n° 1791-980617)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

**17 juin 1998**

---

**Votes reportés**

L'Assemblée procède au vote reporté, à la séance du 16 juin 1998, sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du projet de loi n° 444, Loi sur le tabac.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 218 en annexe)

Pour: **108** Contre: **0** Abstention: **0**

En conséquence, le projet de loi n° 444 est adopté.

**Motions sans préavis**

M. Désilets (Maskinongé) propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec reconnaisse le travail accompli par le maire de Trois-Rivières Ouest, monsieur Jean-Charles Charest, qui prend sa retraite, et le remercie pour les 24 années qu'il a consacrées au service de ses citoyens et de sa municipalité.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Dion (Saint-Hyacinthe) propose :

QU'à l'occasion de son ordination épiscopale, l'Assemblée nationale félicite monseigneur François Lapierre, nouvel évêque de Saint-Hyacinthe, et lui souhaite bon succès dans l'accomplissement de sa mission.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, convoque :

**17 juin 1998**

---

- la Commission des affaires sociales, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 439, Loi sur l'Institut national de santé publique du Québec;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 450, Loi modifiant la Loi électorale, la Loi sur la consultation populaire et d'autres dispositions législatives;
- la Commission des finances publiques afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 188, Loi sur la distribution de produits et services financiers;
- la Commission de l'économie et du travail afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 445, Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au bâtiment et à l'industrie de la construction.

—————

M. le Président donne l'avis suivant :

- la Commission de l'économie et du travail se réunira en séance de travail afin de rencontrer le consultant qu'elle a engagé dans le cadre du mandat de surveillance de la Commission de la construction du Québec, et afin de faire le point sur le mandat d'examen du projet groupe-traction—moteur-roue.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

M. Julien, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi n° 448, Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche concernant la mise en marché de la fourrure des animaux sauvages, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 448 est adopté.

Sur la motion de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 448 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

**17 juin 1998**

---

M. Julien, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, au nom de Mme Marois, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi n° 449, Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation afin d'instituer le comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des finances publiques relatif au projet de loi n° 442, Loi sur le regroupement de certaines sociétés d'État, ainsi que les amendements transmis par M. Landry, ministre des Finances.

Les amendements sont déclarés recevables.

Les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire relatif au projet de loi n° 447, Loi concernant certains équipements de la Ville de Montréal.

Le rapport est adopté.

---

À 12 h 46, du consentement de l'Assemblée, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

---

**17 juin 1998**

---

La séance reprend à 15 h 09.

---

*Adoption*

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi n° 427, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes municipaux, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Trudel propose que le projet de loi n° 427 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude des amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Trudel, ministre des Affaires municipales, l'Assemblée se constitue en commission plénière.

---

Les amendements de M. Trudel, ministre des Affaires municipales, au projet de loi n° 427 sont étudiés et adoptés en commission plénière.

---

Le projet de loi n° 427, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi n° 427.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 427 est adopté.

*Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Marois, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi n° 449, Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation afin d'instituer le comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 449 est adopté.

**17 juin 1998**

---

Sur la motion de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 449 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

*Adoption*

M. Bélanger, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi n° 419, Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 419 est adopté.

—————

M. Bélanger, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi n° 420, Loi modifiant la Loi sur les services correctionnels et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 420 est adopté.

—————

M. Bélanger, ministre de la Sécurité publique, au nom de M. Bégin, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le projet de loi n° 405, Loi favorisant la protection des eaux souterraines, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi n° 405 est adopté.

—————

M. Bégin, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le projet de loi n° 421, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 421 est adopté.

—————

À 17 h 36, du consentement de l'Assemblée, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

**17 juin 1998**

---

La séance reprend à 20 h 04.

*Adoption*

Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications, propose que le projet de loi n° 403, Loi sur la Grande bibliothèque du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 403 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi n° 404, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi n° 438, Loi sur Héma-Québec et sur le Comité d'hémovigilance, ainsi que l'amendement transmis par M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux.

Sur la motion de M. Rochon, cet amendement est retiré.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 252 du Règlement, M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose un nouvel amendement qu'il indique.

L'amendement est déclaré recevable.

L'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

**17 juin 1998**

---

À 21 h 53, sur la motion de M. Jolivet, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 18 juin 1998, à 10 heures.

#### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 17 juin 1998, à 18 h 11, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Robert (Deux-Montagnes), la représentante du premier ministre, de M. Whissell (Argenteuil), le représentant du Chef de l'opposition officielle, et de M. Bédard, directeur du Secrétariat de l'Assemblée, il a plu à l'honorable Lise Thibault, Lieutenant-gouverneur du Québec, de sanctionner les projets de loi suivants :

- n° 182Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi sur les terres du domaine public;
- n° 405Loi favorisant la protection des eaux souterraines;
- n° 417Loi prolongeant l'effet de certaines dispositions de la Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes;
- n° 419Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus;
- n° 420Loi modifiant la Loi sur les services correctionnels et d'autres dispositions législatives;
- n° 421Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales;
- n° 422Loi modifiant la Loi sur les cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires;
- n° 427Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes municipaux;
- n° 432Loi modifiant l'article 21 du Code civil et d'autres dispositions législatives;
- n° 444Loi sur le tabac.

17 juin 1998

---

*Le Président*

**JEAN-PIERRE CHARBONNEAU**

**ANNEXE**

**Votes par appel nominal**

Sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du projet de loi n° 444, Loi sur le tabac.

(Vote n° 218)

**POUR - 108**

Barbeau	Boulerice	Farrah	Gendron
Baril	Bourbeau	Fournier	Gobé
( <i>Arthabaska</i> )	Brassard	Frulla	Harel
Baril	Brien	Gagnon	Houda-Pepin
( <i>Berthier</i> )	Brouillet	Gagnon-Tremblay	Jolivet
Beaudoin	Campeau	Gaulin	Julien
Beaulne	Caron	Gautrin	Jutras
Beaumier	Chagnon		Kelley
Bégin	Chalifoux		Kieffer
Bélanger	Charest		Lachance
( <i>Anjou</i> )	Chenail		Lafrenière
Bélanger	Cherry		Lamquin-Éthier
( <i>Mégantic-Compton</i> )	Chevrette		Landry
Benoit	Ciaccia		( <i>Bonaventure</i> )
Bergman	Cliche		Landry
Bertrand	Copeman		( <i>Verchères</i> )
( <i>Charlevoix</i> )	Côté		Laporte
Bertrand	Delisle		Laprise
( <i>Portneuf</i> )	Désilets		Laurin
Bissonnet	Deslières		Leblanc
Blackburn	Dion		Lefebvre
Boisclair	Dionne-Marsolais		
Bordeleau	Doyer		
Bouchard	Duguay		
Boucher	Facal		

**17 juin 1998**

---

Léger	Paquin
Lelièvre	Paradis
Léonard	Paré
LeSage	Parent
Létourneau	Pelletier
Loiselle	Perreault
Maciocia	Poulin
MacMillan	Rioux
Malavoy	Rivard
Marois	Robert
Marsan	Rochon
Ménard	Saint-André
Middlemiss	Signori
Morin	Simard
( <i>Dubuc</i> )	Sirros
Morin	Trudel
( <i>Nicolet-Yamaska</i> )	Vaive
Mulcair	Vallières
Ouimet	Whissell
Papineau	Williams

CONTRE - 0

**ABSTENTION - 0**